

RETRAITES: Nous faire travailler plus pour nous précariser plus !

La réforme des retraites représente un enjeu majeur pour le gouvernement : c'est la réforme la plus importante du mandat de Sarkozy, qu'il entend imposer malgré l'impopularité croissante de ses réformes et la débâcle subie par le gouvernement lors des élections régionales. Cette réforme présentée comme une solution pour résoudre le financement de nos futures retraites, entend nous faire travailler plus longtemps pour pouvoir avoir accès à des retraites à taux plein. En réalité, dans le contexte de crise économique et de chômage de masse, la première raison du déficit croissant dans les caisses finançant nos retraites a pour origine la baisse du nombre de cotisants, directement liée à l'augmentation du chômage. Alors que le gouvernement a dépensé des milliards pour sauver les banques, quand il s'agit de nos retraites, ce serait aux salariés de payer les conséquences de la crise et du chômage.



Une réforme de plus qui dégrade nos acquis !

Le projet du gouvernement est d'allonger la durée de cotisations, en augmentant le nombre d'annuités permettant d'avoir accès à la retraite. En réalité, l'âge moyen de départ à la retraite est de 57 ans (alors même que l'âge prévu pour une retraite à taux plein est de 61 ans), car il est très difficile de trouver un emploi après 50 ans : la conséquence immédiate de la réforme sera une baisse radicale du montant des pensions. Selon nous, la solution n'est pas de faire travailler les gens plus longtemps, mais bien de faire que plus de gens puissent travailler (et donc cotiser) : à l'opposé de la logique gouvernementale, il faudrait une meilleure répartition du temps de travail et de la durée de cotisation pour que chacun ait un emploi et une retraite décente.

La solution à nos retraites passe par défendre nos diplômes et nos emplois

Face au chômage de masse, il faut d'abord cesser de détruire des emplois (en particulier dans la fonction publique) et en créer de nouveaux : ainsi, revenir à un départ à la retraite après 37,5 annuités pour avoir plus tôt accès à une retraite à taux plein permettrait de réduire en partie le chômage, et notamment celui des jeunes. Que ce soit avec la LRU, la « masterisation » ou la réforme des retraites, le gouvernement poursuit toujours le même objectif : nous affaiblir et nous précariser à vie : dès le début de notre vie salariale par la dévalorisation de nos diplômes (qui nous protègent moins sur le marché du travail) jusqu'à la sortie du monde du travail avec des retraites de misère.

POUR LA RETRAITE À 60 ANS
FAUT BOSSER À 15 ANS!



VIENS MANIFESTER CONTRE CETTE REFORME !

**Le jeudi 27 mai
14h00 PLACE STAN**

Parti de
Gauche

les Jeunes
Socialistes
Meurthe-et-Moselle

LES JEUNES
VERTS

JC
COMUNISTES

NPA

gauche
UNITAIRE

unef

Solidaires
Sud
étudiant

LMDE
SANTÉ DES ÉTUDIANTS
SÉCU • MUTUELLE • PRÉVENTION

POUR DECONSTRUIRE LES ARGUMENTS DU GOUVERNEMENT ...

Ils nous disent : Il n'y aura pas assez d'actifs pour financer les futures retraites

On leur répond : Pour qu'il y ait plus d'actifs il faudrait d'abord réduire le chômage, notamment celui des jeunes, ce qui inclus de ne pas faire travailler les anciens plus longtemps

Ils nous disent : Il n'y a pas assez d'argent pour financer les pensions de retraites

On leur répond : Il faudrait prendre l'argent sur les cotisations patronales et les profits et pas sur les pensions des retraités ni sur les cotisations salariales

Ils nous disent : Le déficit de l'état est gigantesque

On leur répond : Sarkozy et son gouvernement c'est 140 milliards d'exonération fiscale et sociale. Mettons à contribution les revenus financiers du capital, pour un total d'au moins 25 milliards

Ils nous disent : L'espérance de vie augmente donc il faudra travailler plus longtemps

On leur répond : L'espérance de vie « en bonne santé », c'est à dire sans incapacité, est beaucoup plus faible que l'espérance de vie

Ils nous disent : On ne peut jouer que sur 2 critères : l'âge légal de départ, le montant des cotisations et des pensions

On leur répond : La droite considère la retraite comme une marchandise que chacun aura à se payer. Elle cache l'existence des revenus financiers, des dividendes qui ne cotisent pas pour nos retraites et des 25 milliards d'exonérations des cotisations patronales

Ils nous disent : La France vieillit

On leur répond : La productivité augmente plus vite (+50% en 20 ans) que le vieillissement de la population

Ils nous disent : La seule manière de résoudre le problème est de travailler plus longtemps

On leur répond : Si on augmentait les salaires, le montant des pensions augmenterait proportionnellement, suffisamment pour financer nos futures retraites

Ils nous disent : Il faut qu'il y ait égalité de traitement entre le privé et la fonction publique

On leur répond : Cette égalité doit se faire par le haut : c'est l'état qui, avec la réforme des retraites de 1995, a créé artificiellement cette division

Mobilisons-nous pour notre avenir !

Il s'agit donc d'une attaque majeure contre l'ensemble du monde de travail, qui touche tout le monde. La question de la réforme des retraites n'est pas une question technique mais bien un choix politique qui construit un modèle de société de plus en plus inégale et précaire, qui fait le choix de maintenir le chômage comme une fatalité et de faire payer la crise aux salariés, quand d'autres choix sont possibles. Pour empêcher la mise en place de cette réforme, il faudra une mobilisation massive, à la hauteur des enjeux. A Nancy, un collectif unitaire contre la réforme des retraites s'est créé : tous ensemble, luttons pour un avenir décent et pour défendre nos acquis plus que jamais menacés. **Revendiquons :**



- **Maintien du départ à la retraite à 60 ans, à taux plein, 37.5 annuités de cotisations pour tous.**
- **La prise en compte des années d'études, des périodes des stages et des périodes d'inactivité forcée dans le calcul des pensions.**
- **Des diplômes de qualité, cadrés nationalement et reconnus par les conventions collectives.**
- **Un véritable service public de l'enseignement supérieur : non aux suppressions de postes et aux emplois précaires.**